

## Table des matières

Sommaire .....	7
Biographie de Brigitte Feuillet-Liger .....	11
Liste des sigles et abréviations .....	19
<i>Muriel FABRE-MAGNAN</i>	
Avant-propos .....	23

### *Première partie*

## **Vivre ensemble et droits des personnes** **La personne, le vivre ensemble à toutes les étapes de la vie**

*Françoise FURKEL*

L'aide à mourir en Allemagne. L'état des lieux et le projet avorté du législateur ....	31
I. L'aide à mourir. Histoire et état des lieux aujourd'hui .....	34
A. Avant la décision de la Cour constitutionnelle fédérale du 26 février 2020 .....	34
B. La décision de la Cour constitutionnelle du 26 février 2020 .....	37
II. L'intervention espérée mais avortée du législateur .....	39
A. Les propositions de lois discutées .....	40
B. Le rôle attribué en Allemagne à la médecine palliative et son rapport parfois ambigu à l'aide active à mourir .....	43
Conclusion .....	45

*François LEBORGNE*

La protection des adultes vulnérables en droit international privé. Protection nationale ou protection territoriale ? .....	47
I. Présentation des choix différenciés du droit international privé commun français et du droit international privé conventionnel .....	50
A. Les choix du droit international privé commun français .....	51
1. Le choix de la nationalité .....	51
2. La dissociation des compétences judiciaire et législative .....	52

B. Les choix du système conventionnel .....	53
1. Le choix conventionnel de la résidence habituelle de l'adulte vulnérable ...	53
2. Le principe conventionnel du <i>lex forisme</i> .....	56
II. Appréciation comparative des choix différenciés du droit international privé commun français et du droit international privé conventionnel .....	57
A. Lex forisme versus <i>dissociation</i> .....	58
1. Les mérites du <i>lex forisme</i> conventionnel .....	58
2. Les inconvénients du principe de dissociation des compétences législative et judiciaire .....	61
B. <i>Résidence habituelle</i> versus <i>nationalité</i> .....	63
1. Le rattachement inopportun de la protection internationale de l'adulte vulnérable à la nationalité .....	64
2. Le rattachement pertinent de la protection internationale des adultes vulnérables à la résidence habituelle .....	67

Sylvie MOISDON-CHATAIGNER et Anne JOYEAU

La question des fragilités des personnes dans les entreprises, révélatrice de l'articulation entre les sciences juridiques et de gestion au cœur des travaux de la chaire Vivre ensemble .....	71
I. L'identification dans les entreprises des fragilités des personnes .....	74
A. Des formes diverses de fragilité .....	74
B. Le paradoxe de la prise en compte des fragilités .....	76
II. L'accompagnement positif dans les organisations de travail face aux fragilités des personnes .....	77
A. Des répercussions individuelles et collectives .....	77
B. Les modalités d'un accompagnement adapté .....	78

Philippe PIERRE

Droit des majeurs protégés et droit de l'assurance sur la vie. Regards cursifs et croisés .....	81
I. Les règles civiles applicables aux personnes protégées à l'épreuve de la singularité de l'assurance sur la vie .....	84
A. Questions de qualification juridique .....	84
B. Questions d'articulation juridique .....	87
II. Les règles civiles applicables aux personnes protégées au soutien de la singularité de l'assurance sur la vie .....	90
A. Des clarifications .....	90
B. Des anticipations .....	93

*Aurélien RISSEL*

La surprenante rencontre entre le vivre ensemble et la liberté de religion.

Réflexions libres sur l'affaire <i>SAS c/ France</i> et ses suites .....	97
I. Une rencontre opportun(ist)e .....	99
A. Une rencontre provoquée .....	99
B. Une rencontre malaisée .....	103
II. Une rencontre sans lendemain ? .....	108
A. L'absence d'avenir d'une conception juridique « technique » du vivre ensemble ....	108
B. L'avenir fructueux d'une conception politique « défensive » du vivre ensemble ...	113
Propos conclusifs .....	117

*Verónica SAN JULIÁN PUIG*

Empreinte numérique, autonomie de la volonté et testament numérique .....	119
I. Droit comparé .....	121
II. Réglementation en Espagne .....	122
A. Loi nationale sur la protection des données à caractère personnel et garantie des droits numériques (LOPDGDD) de 2018 .....	122
B. Loi catalane sur les directives numériques (LVD) de 2017 .....	124
III. La question de la succession en matière numérique et le rôle de l'autonomie de la volonté .....	125

*Sylvain SOLEIL*

Vivre ensemble sans être ensemble ?

Les controverses pénitentiaires du XIX <sup>e</sup> siècle .....	129
I. Philadelphie vs Auburn. Les termes de la controverse .....	130
II. Empêcher la communication entre (mauvais) détenus .....	132
III. Encourager la communication entre (bons) détenus .....	135

*Deuxième partie***Vivre ensemble et droit de la famille****La famille, premier terrain d'expérimentation du vivre ensemble***Véronique BOUCHARD*

Le droit à la paresse au sein de la famille .....	141
I. L'absence de droit à la paresse du débiteur d'obligations familiales .....	142
A. La disgrâce du conjoint paresseux .....	143
B. La défiance envers les parents paresseux .....	145
II. L'amorce d'un droit à la paresse du créancier d'obligations familiales .....	148
A. L'état de besoin, garde-fou à la paresse du demandeur .....	148
B. Le maintien du train de vie, porte entrouverte à la paresse du demandeur .....	150

*Thérèse CALLUS*

Trente ans de mutations de la parenté à la suite de l'AMP

Regard comparatif sur les lois britanniques et françaises .....	153
I. Vers un droit de devenir parent : le droit britannique pionnier .....	154
A. Des approches diverses de l'accès à l'AMP au Royaume-Uni et en France .....	154
1. Le libéralisme juridique anglais .....	155
2. Le contrôle étatique français .....	156
B. Une convergence vers l'accès à l'AMP pour toutes en France et au Royaume-Uni ...	157
II. Divergence quant au statut légal de mère : le caractère innovant du droit français .....	159
A. Les limites de l'approche pragmatique britannique .....	160
B. L'approche française progressiste .....	161
Conclusion .....	162

*Marie-Laure CICILE-DELFOSSÉ*

Le nom d'usage parental. De l'égalité à la liberté

I. Un changement de paradigme avéré .....	167
A. La libéralisation du nom d'usage .....	167
1. La liberté du majeur .....	168
2. La liberté des parents du mineur .....	168
B. La complexification du nom d'usage .....	169
1. La diversification des noms d'usage .....	169
2. L'articulation avec les autres noms .....	170
II. Un changement de paradigme questionné .....	171
A. Une portée décevante .....	171
1. L'absence de titularité du nom d'usage .....	172
2. L'absence de transmission du nom d'usage .....	172
B. Une justification peu convaincante .....	173
1. La nouvelle faculté de substituer un nom d'usage au nom de famille .....	173
2. La nouvelle liberté d'un parent d'adjoindre son nom à titre d'usage au nom de famille .....	174

*Yao-Ming HSU*

La famille en transformation à Taïwan. Réflexions sur la loi spéciale

de mariage homosexuel 2019 et ses conséquences .....	177
I. Le développement du mouvement homosexuel à Taïwan .....	178
A. Le lancement de l'égalité des droits .....	178
B. Le déroulement des projets législatifs des droits homosexuels .....	179

II. Le tournant dans la protection des personnes homosexuelles .....	182
A. <i>Linconstitutionnalité des dispositions du Code civil</i> .....	182
1. L'argumentation des parties opposantes et des experts juridiques .....	182
2. L'interprétation des Grands Juges (la décision de la Cour constitutionnelle) .....	184
B. <i>Les discussions postérieures et la loi d'application de 2019</i> .....	186
1. Les discussions postérieures à l'interprétation n° 748 .....	186
2. La loi d'application de l'interprétation n° 748 .....	187
3. D'autres révisions nécessaires dans les dispositions concernées? .....	188
Conclusion .....	189

### Pierre LE COZ

#### Fondements philosophiques et éthiques

de la notion d'intérêt supérieur de l'enfant .....	191
I. Protéger l'enfant : une préoccupation de toujours .....	192
II. Le rôle de l'amour des parents dans la satisfaction des intérêts de l'enfant ....	194
III. De l'intérêt <i>pour</i> l'enfant à l'intérêt <i>de</i> l'enfant : apport de Rousseau et de Scheler .....	195
IV. L'intérêt supérieur de l'enfant dans le champ de la santé .....	197
Conclusion .....	199

### Dominique MANAI

Vulnérabilités et maternité de substitution en droit suisse .....	201
I. Maternité de substitution, multiparenté et protection des personnes vulnérables .....	202
A. <i>Un consensus sur des principes au-delà de la diversité</i> .....	202
B. <i>La multiparenté dans la maternité de substitution</i> .....	203
C. <i>Les visages de la vulnérabilité</i> .....	203
1. La vulnérabilité de l'enfant .....	204
2. La vulnérabilité de la mère de substitution .....	205
3. La vulnérabilité des parents d'intention .....	206
II. Les difficultés du vivre ensemble dans la maternité de substitution en droit suisse .....	206
A. <i>Einterdiction de la maternité de substitution</i> .....	207
B. <i>L'établissement de la filiation d'un enfant né d'une mère de substitution            à l'étranger</i> .....	208
1. Filiation maternelle .....	208
2. Filiation paternelle .....	209
C. <i>La judiciarisation de l'établissement de la filiation</i> .....	210
IV. En guise de conclusion : le bien de l'enfant au-delà de la multiparenté, quelles perspectives? .....	212

Saibe OKTAY-ÖZDEMİR

Correction du règlement patriarcal sur le nom de famille de la femme

par voie de juridiction .....	213
I. Les développements concernant le nom de famille en droit turc .....	214
A. L'évolution des règles juridiques concernant le nom de famille des femmes mariées .....	214
B. Les développements jurisprudentiels .....	217
C. Nature du droit subjectif sur le nom .....	219
II. Annulation de l'article 187 du Code civil turc concernant le nom de famille de l'épouse .....	219
A. Rôle de la Cour constitutionnelle dans l'abrogation des dispositions contraires à l'égalité dans les lois jusqu'à aujourd'hui .....	219
B. Motifs de rejet par la Cour constitutionnelle dans des requêtes antérieures .....	220
1. Requêtes d'annulation relatives à l'ancien Code civil de 1926 .....	220
2. Motif de rejet concernant l'article 187 du Code civil turc de 2001 .....	221
3. La décision d'annulation de la Cour constitutionnelle en date du 22 février 2022 et les motifs de cette décision .....	222
III. En guise de conclusion .....	223

Geneviève SCHAMPS

La pratique de la gestation pour autrui.

Vers une réglementation en droit belge ? .....	225
I. Les critères d'accès retenus par les centres de fécondation .....	227
A. Le(s) parent(s) d'intention et la femme portant l'enfant .....	228
B. Les risques médicaux et psychologiques pour la femme portant l'enfant et l'enfant à naître .....	229
C. L'éventuel lien génétique avec l'enfant à naître .....	230
II. La convention de gestation pour autrui .....	231
A. L'objet et la cause de la convention .....	231
B. Le consentement des personnes impliquées .....	232
C. Le refus de la commercialisation, de l'intermédiation ou de la publicité .....	233
D. La remise de l'enfant au(x) parent(s) d'intention .....	236
III. La transmission de la filiation .....	237
Conclusion .....	239

*Troisième partie*  
**Vivre ensemble et droit de la santé**  
**Santé, questions génétiques**  
**et maîtrise de son corps par la personne**

*Pénélope AGALLOPOULOU*

Le mort et la biomédecine en droit hellénique .....	243
I. La définition de la mort .....	243
II. La constatation de la mort .....	244
III. Les effets juridiques de la mort .....	244
IV. La protection juridique du cadavre .....	245
V. Les prélèvements d'organes, de tissus et de cellules .....	246
VI. L'autopsie médico-légale .....	247
VII. Le don du cadavre à la science .....	248
VIII. Les prélèvements réalisés en vue d'établir ou de contester une filiation ...	249

*Amel AOUIJ*

La vaccination obligatoire ou l'impératif du (re)vivre ensemble .....	251
I. La vaccination obligatoire : confrontations et contradictions .....	253
A. Problèmes de frontières et de finalités .....	253
B. Problèmes de philosophie politique .....	254
II. La vaccination contre le Covid-19 : une obligatorité détournée .....	255
A. L'angoisse « existentielle » au sein de la politique de santé .....	256
B. Le paravent de l'objectif constitutionnel .....	257
Conclusion .....	260

*Maria-Claudia CRESPO-BRAUNER et Anderson Orestes CAVALCANTE LOBATO*

Les dimensions normatives de la recherche génétique.	
Fondements et principes d'un encadrement juridique .....	261
I. Recherche en santé concernant les thérapies génétiques .....	262
A. L'acceptation des innovations dans le domaine génétique .....	262
B. Le rôle de la bioéthique comme forme de régulation sociale de la recherche en génétique .....	263
II. Le rôle important et complexe du droit dans le domaine de la recherche génétique .....	264
A. Les principes guidant l'encadrement juridique de la recherche génétique .....	265
B. L'encadrement juridique brésilien de l'utilisation d'embryons pour la recherche ...	267
Remarques conclusives .....	268

*Guillaume DRAGO*

Clause de conscience et entreprises de conviction .....	271
I. De la clause de conscience personnelle aux entreprises de conviction .....	271
II. L'utilisation des principes relatifs aux « entreprises de conviction » pour protéger les établissements de santé : l'hypothèse d'une « clause de conscience institutionnelle » .....	274

*Sophie DUMAS-LAVENAC*

Le pouvoir de la personne sur son corps .....	277
I. Le pouvoir de refuser une atteinte à son corps .....	280
A. Le droit de refuser les soins .....	280
B. La révocabilité du consentement à une atteinte à son corps .....	282
II. L'émergence d'un pouvoir d'exiger une atteinte au corps .....	284
A. Un pouvoir limité .....	285
B. Un pouvoir en passe d'être étendu .....	286

*Virginie LARRIBAU-TERNEYRE*

Volonté du patient en fin de vie <i>versus</i> pouvoir médical ou les vertus de l'équilibre. Réflexions suscitées par la décision de ne pas suivre des directives anticipées exigeant le maintien en vie en cas de perte définitive de conscience .....	289
I. Le principe : la priorité accordée à la volonté du patient en fin de vie .....	291
A. <i>L'évolution dans le sens d'un rééquilibrage entre les droits du patient             et les prérogatives du corps médical</i> .....	292
1. L'affirmation de droits appartenant au patient en fin de vie .....	292
2. La suprématie de la volonté du patient dans la mise en œuvre de ses droits .....	292
B. <i>Le caractère obligatoire des directives anticipées :             la priorité accordée à la volonté du patient sans conscience</i> .....	294
1. La difficulté d'appréhender juridiquement la volonté qui n'a plus support de la conscience .....	294
2. L'obligation de rechercher la volonté de la personne .....	295
3. La force obligatoire des directives anticipées .....	296
II. Les limites : la volonté du patient à l'épreuve de la rationalité médicale .....	296
A. <i>La possibilité exceptionnelle de désobéir au patient inconscient</i> .....	297
B. <i>La non-contrariété aux normes supérieures : un équilibre préservé ?</i> .....	298

*David LE BRETON*

Bioéthique et anthropologie .....	301
I. Une anthropologie du droit .....	301
II. La personne comme corps .....	302
III. Pluralité des corps .....	303
IV. La fragmentation du corps ou de la personne ? .....	308
V. L'arbitrage du droit .....	309

*Judit SÁNDOR*

Intervention sur le génome humain .....	313
I. Les chimères .....	314
II. Les hybrides .....	316
III. De l'homme-chimpanzé à l'homme-souris .....	317
IV. L'éthique de la réécriture génomique .....	318
Épilogue .....	322

Les auteurs .....	323
-------------------	-----